

DECLARATION DU SNUipp-FSU CSE DU 23 MARS 2017

Ce quinquennat touche à sa fin. Des changements d'ampleur ont été inscrits dans des textes que nous avons pour nombre d'entre eux discutés dans cette instance comme les nouveaux cycles et les nouveaux programmes, les nouvelles modalités d'évaluation, l'école inclusive, l'éducation prioritaire, le plus de maîtres que de classes, la scolarisation des moins de trois ans, la formation initiale des enseignants, les rythmes scolaires, l'apprentissage d'une langue vivante dès le CP, la place des parents... Cette liste n'est pas exhaustive.

Le CSE a été, certes l'occasion d'exprimer des désaccords, parfois forts, mais nous voulons aussi saluer l'écoute et la qualité des débats qui ont guidé ces discussions.

Dès l'engagement des différents chantiers cités plus haut, nous disions qu'il faudrait que cela aille de pair avec la baisse des effectifs dans les classes, l'amélioration des conditions d'exercice du métier, la réhabilitation des rased, le retour d'une vraie formation continue, le retour à la confiance et la reconnaissance des enseignants... Que la révision des rythmes scolaires ne saurait constituer la recette magique pour améliorer les résultats de l'école...

Concernant cette réforme emblématique de la refondation, elle se révèle être une grande déception. Qui peut dire aujourd'hui que tous les élèves tirent profit de ces nouveaux temps ? Même le rapport de l'inspection générale que le ministère a mis un an à sortir de ses tiroirs regrette l'absence de procédures d'évaluation. Ce rapport confirme un certain nombre de points d'alerte que le SNUipp-FSU avait fait valoir à travers ses enquêtes menées auprès des enseignants. Dès la fin 2014 nos collègues déclaraient ressentir une plus grande fatigue des élèves, de difficultés en maternelle, des inégalités d'offre périscolaire. Ils disaient aussi que cette réforme avait dégradé leurs conditions de travail.

Et nous redisons aujourd'hui que pour gommer les difficultés relevées dans ce rapport, l'écriture d'un nouveau décret sur l'aménagement des temps scolaires est indispensable.

Aux collègues qui estiment que le poids des collectivités territoriales a été renforcé et aux usagers de l'école qui réclament de pouvoir être consultés sur l'organisation de la semaine scolaire, le CTM d'hier a donné un très mauvais signal en refusant d'intégrer la possibilité pour les conseils d'école d'émettre un avis sur la reconduction des expérimentations que certaines communes ont mises en œuvre.

Et force est de constater que le calendrier scolaire reste soumis à l'influence de lobbies pour qui les conditions de réussite des élèves ne sont pas la première préoccupation.

Le SNUipp-FSU a pris acte du changement de paradigme avec la création de 54 000 postes. Ils auraient dû permettre d'aller au bout de la mise en œuvre du plus de maîtres que de classe, de la scolarisation des moins de trois ans (les objectifs annoncés en début de mandature ne seront pas remplis), de restaurer les RASED qui restent les oubliés de cette mandature, de diminuer les effectifs par classe qui étaient et restent la première attente des enseignants.

Nos collègues ne perçoivent pas les effets des créations de postes. Force est de constater que cet investissement est insuffisant. Il n'est pas à la hauteur des moyens que d'autres pays, d'un niveau de richesse équivalent au nôtre, consacrent à l'école.

Sur la base du rapport *de France Stratégie* de juin dernier, le SNUipp-FSU chiffre cet écart à 6 milliards d'euros. C'est l'investissement nécessaire et urgent pour donner à l'école les moyens de lutter véritablement contre les inégalités.

Nous pourrions illustrer cela en rappelant que si la formation initiale a été rétablie, les difficultés de recrutement persistent et que l'appel à des contractuels est un phénomène qui s'installe maintenant dans le 1^{er} degré. Tout comme la mise en œuvre de l'école inclusive qui souffre du manque de moyens, de l'absence d'accompagnement, de formation de nos collègues.

Nous sommes convaincus de l'engagement quotidien de nos collègues au service de l'École et de leurs élèves. C'est pour cela que nous ne pouvons nous contenter de rester trop souvent au milieu du gué. Nous avons obtenu

les allègements de service en REP+ qui n'étaient pas prévus au départ pour les enseignants du premier degré. Nous nous sommes impliqués dans l'écriture des nouveaux programmes et avons salué la qualité de ceux de l'école maternelle comme d'ailleurs les réflexions sur les nouvelles modalités d'évaluation.

Mais quelles que soient les nouvelles orientations à mettre en œuvre, cela ne s'improvise pas. Elles nécessitent des moyens et un investissement à poursuivre pour tordre le cou aux déterminismes sociaux. Même lorsqu'elles sont potentiellement porteuses de réussite, les mesures prises doivent être accompagnées.

Dans ce sens il y a urgence à faire de la formation continue des enseignants une des grandes priorités de l'école. Pour l'heure elle fait surtout figure de grande oubliée. De l'OCDE à la Cour des comptes, en passant par l'Inspection Générale, tout le monde s'en alarme. Par manque de temps, de postes de remplaçants, de formateurs spécialistes du primaire dans les ESPE, la formation continue est jugée plutôt insuffisante et rare avec des contenus déconnectés de la réalité quotidienne de la classe. Pourtant, chaque nouvelle annonce a été accompagnée d'une promesse de plan de formation que les enseignants n'ont pas vu venir.

Il y a urgence aussi à revoir les obligations de service des enseignants du 1er degré. Reconnaître le travail invisible, travailler véritablement en équipe, dialoguer avec les familles, mettre en œuvre des projets au service de la réussite des élèves nécessitent que l'on octroie aux équipes pédagogiques le temps nécessaire.

A l'occasion de la parution de la circulaire de rentrée, la ministre a laissé ce que d'autres ont appelé « un testament pédagogique ».

A l'occasion de ce dernier CSE, le SNUipp-FSU veut rappeler qu'il portera, comme il a porté jusqu'à maintenant une autre ambition pour l'école publique, une ambition à la hauteur des défis que représentent les inégalités persistantes et inacceptables.